



SECTION DES BOUCHES DU RHONE

CHSCT du 03 octobre 2019

Déclaration Liminaire

Monsieur le Président,

Une fois de plus, et nous le déplorons, ce **CHS-CT** se déroule dans une période tendue.

Cette mauvaise habitude n'est pas de notre fait, bien sûr !

Par contre, dans son élan désormais coutumier, notre Ministre, à l'unisson du gouvernement, poursuit le matraquage de ses propres services.

L'annonce de 6000 nouvelles suppressions d'emplois sur 3 ans le mardi 3 septembre va de nouveau aggraver les conditions de travail des agents.

Le projet de réforme du réseau de la DGFIP provoque colère et incompréhension des personnels et de leurs représentants mais également des élus locaux, malgré une campagne outrancière du Ministre.

Depuis le 16 septembre, la mobilisation des agents ne s'arrête pas pour démontrer chaque jour à travers des actions que ce plan dit de « nouveau réseau de proximité » n'est pas recevable et doit être retiré.

FO-Finances 13 rappelle ici sa revendication d'une véritable négociation sur le renforcement et le développement des missions avec les implantations territoriales adéquates que demandent également les citoyens et élus locaux.

Depuis la création de la DGFIP, chaque année sont supprimés des emplois et les missions ne cessent d'être attaquées sans une préoccupation réelle de la santé au travail des agents.

Que restera t'il du Ministère à moyen terme avec ce rythme de suppressions d'emplois et de réformes destructrices de missions ?

Chaque jour, nous recevons des témoignages d'agents en souffrance, démotivés et dépourvus face à un travail dévalué et, à qui on demande également de se démultiplier pour palier aux départs, non remplacés, de leurs collègues.

Cela crée une ambiance malsaine et délétère dans les services.

Ce n'est pas une vue de l'esprit puisque cela a été relevé par l'observatoire interne réalisé par IPSOS, à la demande de BERCY !

Les résultats illustrent parfaitement les propos de **FO-Finances** concernant l'augmentation du stress et la détérioration des conditions de travail face aux incessantes réformes que subissent les agents du Ministère.

Ce n'est pas le récent vote de la Loi de Transformation de la Fonction Publique qui risque d'améliorer la situation.

Cette Loi, rejetée par l'ensemble des organisations syndicales de la Fonction Publique, et qui institutionnalise la précarité de l'emploi, prévoit désormais, le recrutement de contractuels sans formation initiale tout en renforçant la mobilité forcée (exemple le détachement d'office des fonctionnaires en cas de restructuration).

Cette Loi, appuyée par une campagne outrancière dans les médias et réseaux sociaux sera, à ne pas douter, une véritable aubaine pour tous les apprentis sorciers du Ministère qui font fi du désarroi des agents.

Il faut cesser de leur mentir et de les prendre pour des imbéciles en disant qu'il n'y aurait pas de mobilité forcée...pour affirmer derrière qu'il y aurait un accompagnement personnalisé de chacun en cas de restructuration.

Si un service vient à fermer, les agents comprennent bien que, s'ils veulent suivre leur mission, ils vont devoir aller ailleurs, avec désormais aussi cette épée de Damoclès que constitue désormais le détachement d'office.

Ce grand bon en avant dans l'inconnu crée, dès à présent, un sentiment de malaise au sein de nos administrations.

Les personnels se sentent gravement menacés.

Ce train de réforme accentuerait la précarité de chacun et, par la même, la souffrance au travail.

Les agents se sentent démunis face à cette politique qui les écrase.

Outre cette Loi de Transformation de la Fonction Publique qui s'apparente à une véritable BRECHE créée dans le statut du Fonctionnaire, voilà venir, maintenant pour les services des Douanes un nouveau coup porté dans leurs missions avec le projet de loi de finances (PLF) 2020 et son obscur rapport **GARDETTE** présenté à un groupe de travail national le 12 septembre.

Ce transfert de missions envisagé du recouvrement des Douanes vers la DGFIP va générer inévitablement des inquiétudes et tensions pour les agents concernés créant des incertitudes sur leur devenir dans les Douanes.

FO-Finances rappelle son opposition à toute tentative visant à se débarrasser, au plus vite, des fonctionnaires par des mesures de restructuration, d'externalisation, et de privatisation.

Par ailleurs, la fusion CHS-CT avec les Comités Techniques Locaux n'a d'autre objectif que de réduire les domaines d'intervention et les moyens des instances représentatives des personnels.

Ce qui traduit bien une volonté gouvernementale de réduire le dialogue social à une simple expression en écartant au maximum les syndicats.

Preuve supplémentaire, s'il en est besoin, le projet, visible dans la Loi de Transformation de la Fonction Publique, de ne plus convoquer de CAPL pour les mutations et promotions.

Cette grave atteinte au dialogue social ne va pas améliorer le ressenti de nos collègues !!

Pour terminer, **FO-Finances**, réitère son attachement à la politique ministérielle santé au travail et à l'ensemble des réseaux d'acteurs de prévention ainsi qu'aux acquis de Bercy en la matière.

Monsieur le président, les personnels ont un besoin urgent d'écoute, d'informations et surtout de transparence.

Arrêtez de leur dire que tout ira mieux bientôt grâce à de nouvelles réformes alors que les faits, depuis une dizaine d'années, prouvent tout le contraire.